



22 novembre 2010

**POINTS SAILLANTS DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
RÉUNION DU CONSEIL DU FEM
16-18 NOVEMBRE 2010**

1. Certaines des questions soulevées par les Membres du Conseil sur les différents points de l'ordre du jour et les décisions en résultant ont donné lieu aux explications, précisions et interprétations suivantes, consignées par le Secrétariat. Le compte rendu conjoint des Présidents est un relevé des décisions prises. Les points ci-après le complètent.

Point 4 de l'ordre du jour Rapport de la présidence du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP)

2. Les Membres notent avec satisfaction les contributions que représentent les documents consultatifs du STAP, qui mettent en lumière la nécessité d'accroître la base de données concrètes montrant comment un ensemble de mesures de préservation, telles que la certification et la gestion de forêts communautaires, pourrait entraîner l'amélioration de l'état environnemental de la planète. Le STAP examinera la possibilité de prendre en compte cette question dans son prochain programme de travail.

3. Certains Membres insistent sur le rôle important de la recherche ciblée qui devrait être associée à l'effort plus global de gestion des connaissances, dans la détermination des possibilités qui s'offrent au FEM dans l'avenir, notamment les synergies entre les domaines d'intervention.

4. Suite à un débat du Conseil, le Président note que le STAP préparera des documents et outils consultatifs pouvant être utilisés tout au long du processus d'élaboration des projets, y compris durant leur préparation.

5. Plusieurs Membres conviennent que le STAP devrait participer à l'effort d'amélioration de l'aptitude des projets du FEM à renforcer la capacité des écosystèmes et des populations à s'adapter face aux risques climatiques. Le STAP envisage de mettre au point un outil d'examen des FIP pour s'attaquer aux menaces que font peser le changement climatique sur l'amélioration de l'état environnemental de la planète, et pour évaluer le niveau du risque pour les écosystèmes critiques et les aspects socioéconomiques. Un pays réitère sa demande d'associer le STAP aux ateliers de coordination élargie au niveau des pays.

Point 5 de l'ordre du jour Allocutions des Secrétaires exécutifs des Conventions

6. Le Membre représentant le Japon rappelle la nécessité de prendre des mesures concrètes à l'égard des buts et objectifs fixés lors de la dixième session de la Conférence des parties et il propose l'établissement d'un fonds fiduciaire pour l'accès et le partage des avantages. Le Conseil se déclare vivement intéressé par un examen de la proposition du Japon.

7. Plusieurs Membres suggèrent également que le FEM concrétise la proposition d'une coopération Sud-Sud pour appliquer le plan stratégique de la CDB et réaliser les objectifs de 2010.

Point 6 de l'ordre du jour Relations avec les instances des Conventions

8. Un Membre fait observer que, tel qu'entreprises récemment par la Conférence des parties réunie à Nagoya, la révision et la consolidation des directives données par les instances de la Convention sur la diversité biologique au mécanisme de financement pourraient servir de modèle à suivre pour d'autres Conventions.

9. Un Membre demande que le Secrétariat du FEM prépare les décisions futures dans ce cadre afin qu'elles tiennent compte des synergies entre les Conventions et de la manière dont le FEM aide à les mettre à profit dans ses projets et programmes. Il invite également le FEM à continuer de rechercher de nouveaux moyens pour renforcer davantage les synergies entre les domaines d'intervention.

Point 7 de l'ordre du jour Rapport d'activité du directeur du Bureau de l'évaluation

10. Un certain nombre de Membres se font l'écho du malaise que suscite le niveau d'augmentation du budget indiqué dans le rapport du Bureau de l'évaluation, et certains notent qu'en ce moment ils ne disposent pas de suffisamment d'informations pour juger de la pertinence d'une augmentation du budget. Ils demandent de plus amples informations dans la prochaine communication sur les postes de dépenses auxquels s'appliqueront ces augmentations.

11. Le directeur les assure que le Bureau de l'évaluation ne recherche pas de décision à ce stade, mais que les observations des Membres sur le Rapport d'activité et la vision pour le Cinquième bilan global seront prises en considération lors de la préparation du budget pour décision en mai 2011. Plusieurs Membres sont favorables à l'inclusion, dans le budget du Bureau, d'une aide appropriée pour le renforcement des capacités d'évaluation.

12. Un Membre remarque que le Bureau représente une part substantielle du budget de fonctionnement. Le directeur indique que cela tient au faible montant du budget de fonctionnement du FEM comparativement à d'autres organisations internationales, et que la comparaison du budget d'un groupe central d'évaluation au budget global ou au financement total approuvé de l'organisation relève des meilleures pratiques au niveau international. À l'ONU, les budgets des groupes centraux d'évaluation représentent généralement 0,8 à 1 % du budget global. En raison des économies d'échelle, les budgets des groupes centraux d'évaluation des banques multilatérales de développement (BMD) ne représentent qu'environ 0,1 à 0,2 % du montant total des crédits approuvés pour leurs projets. Le budget du Bureau de l'évaluation, établi à 0,53 % des ressources de FEM-4, se situe entre les deux.

13. Le Réseau FEM d'ONG demande que la participation des OSC aux activités du FEM soit incluse dans le Cinquième bilan global, et le directeur confirme que c'est ce qui est prévu.

Point 8 de l'ordre du jour Examen du Fonds pour la Terre

14. Les Membres font savoir que l'examen arrive à point nommé et que le renforcement de la collaboration du FEM avec le secteur privé est important étant donné que le secteur public ne peut pas relever le défi de la préservation de l'environnement mondial tout seul. Le Conseil charge le Secrétariat du FEM de préparer une stratégie pour le secteur privé qu'il lui présentera en mai 2011. Plusieurs Membres font observer que le Secrétariat devrait consulter les représentants du secteur privé, notamment les fondations et les OSC, sur l'élaboration de cette stratégie. Les Membres conviennent que cette stratégie devra déterminer les aspects devant faire l'objet de la collaboration entre le FEM et le secteur privé et les modalités de cette collaboration.

15. Certains Membres notent que le partenariat avec le secteur privé pourrait être axé sur des interventions dans les secteurs clés où le FEM opère, peut-être dans le cadre de programmes ou de plateformes. Le FEM pourrait chercher à attirer des offres concrètes pour ces programmes ou plateformes par le biais d'un appel d'offres international. Un Membre suggère que le FEM investisse dans des activités menées dans les domaines d'intervention de l'institution qui pourraient contribuer à une économie verte. Plusieurs Membres recommandent que les plateformes encouragent un recours accru à des mécanismes autres que les aides financières, comme c'est actuellement le cas pour la plateforme de l'IFC.

16. Le Bureau de l'évaluation offre de faire une synthèse des nombreuses évaluations portant sur les modalités de la participation du secteur privé aux opérations du FEM afin que ces informations puissent être prises en compte lors de la préparation de la nouvelle stratégie.

Point 9 de l'ordre du jour Évaluation de la priorité stratégique « adaptation »

17. Se réjouissant des conclusions de l'évaluation sur l'utilisation des ressources affectées à la priorité stratégique « adaptation », les Membres indiquent qu'il est important que le FEM poursuive ses efforts de prise en compte systématique des questions liées à l'adaptation au changement climatique dans sa programmation. Le Conseil débat de l'examen des projets et programmes du FEM pour déterminer leur impact potentiel sur le changement climatique. Plusieurs Membres font remarquer que l'utilisation d'un outil d'examen devrait susciter des échanges de vues entre les promoteurs, les Entités d'exécution et le Secrétariat, durant la préparation et l'approbation des projets, sur les modes possibles de prise en charge des coûts additionnels.

18. Certains Membres indiquent que les stratégies adoptées pour FEM-5 n'incluent pas le financement des projets d'adaptation. Le Secrétariat du FEM explique que la stratégie du FEM en matière d'adaptation découle de la stratégie du Fonds pour les PMA/Fonds spécial, qui sera financée au moyen des ressources des donateurs.

19. Le Secrétariat explique que le FEM devrait déployer des efforts pour tirer des enseignements des projets en cours d'exécution au titre de la priorité stratégique « adaptation ». Un Membre demande instamment que les enseignements tirés des projets relevant de la priorité

stratégique « adaptation » intégrés soient pris en considération et intégrés à la préparation des projets financés par le Fonds pour les PMA/Fonds spécial.

Point 10 de l'ordre du jour Politique révisée de suivi et d'évaluation

20. Le Conseil se félicite de la nouvelle politique de suivi et d'évaluation et prend bonne note des améliorations qui y ont été apportées dans plusieurs domaines.

21. Le Conseil examine la nouvelle exigence minimale (Quatrième exigence minimale) qui invite les Entités d'exécution à associer les points focaux techniques aux activités de suivi et d'évaluation des projets. Un Membre souligne la nécessité de mener une étude sur les problèmes particuliers auxquels les PEID pourraient être confrontés dans la conduite d'activités de suivi-évaluation d'importance. Le directeur du Bureau de l'évaluation souligne que la nouvelle exigence minimale s'applique aux Entités d'exécution du FEM, et pas aux points focaux. Elle permettrait aux points focaux qui le souhaitent et en sont capables de participer aux activités de suivi-évaluation.

22. Un Membre demande à savoir si la participation du point focal aux activités de suivi-évaluation pourrait être financée au moyen des ressources affectées au projet. Indiquant que la politique de suivi et d'évaluation ne traite pas du niveau des coûts de tel ou tel projet, la DG renvoie cette question au point 15 de l'ordre du jour sur les coûts de gestion des projets et les allocations pour frais aux Entités d'exécution.

23. Le Réseau d'ONG propose d'inclure la participation des populations locales et autochtones dans les exigences minimales. Le directeur du Bureau de l'évaluation indique que la participation des populations locales est déjà inscrite, pour application lorsque possible, au paragraphe 83, article (f) de la politique révisée. Le Bureau de l'évaluation décide de modifier ce paragraphe afin d'inclure l'expression « représentants des populations autochtones » (*representatives of indigenous people*). Un document révisé est établi pour prendre en compte les demandes de révision formulées par le Conseil.

Point 11 de l'ordre du jour Plan d'activité du FEM pour les exercices 11-14

24. Le Conseil se félicite de la clarté et de la concision du plan d'activité. Le débat porte sur les points suivants : mise en œuvre des processus de constitution des portefeuilles nationaux (PCPN), allégement de la phase du cycle de projet préalable à la communication de la FIP, et modalités d'accès direct aux ressources destinées au financement des rapports établis en application des Conventions.

25. Un Membre souligne que son pays considère l'initiative des PCPN comme une réforme cruciale de FEM-5 qui a permis à son pays d'accroître sensiblement le montant de sa contribution et qui a joué un rôle important dans l'obtention des financements auprès de son parlement. Un autre Membre fait observer que certes son pays n'entreprendra pas de PCPN, mais certains pays du groupe dont il relève souhaitent mettre en œuvre un PCPN et se demandent s'il faudrait plus de temps. La DG du FEM fait savoir qu'elle écrira aux points focaux techniques sur la mise en œuvre du programme de PCPN, pour leur signifier notamment que les pays peuvent très bien entreprendre les PCPN, car le prochain programme de travail d'envergure n'interviendra pas avant mai 2011.

26. Plusieurs Membres remercient le FEM d'avoir allégé le cycle de projet, mais plusieurs d'entre eux demandent également au Secrétariat de préciser quelles mesures ont été prises pour rendre la phase préalable à la communication de la FIP plus efficace. Le Secrétariat répond qu'il a conclu un accord avec les Entités d'exécution sur un nouvel arrangement et un délai normalisé pour le suivi de l'élaboration du projet avant la communication de la FIP. Tel qu'expliqué dans le document d'information *GEF/C.39/Inf.3, GEF Project and Programmatic Approach Cycles*, le Secrétariat va concevoir un site web pour permettre aux points focaux techniques d'enregistrer les idées de projet lorsqu'elles sont présentées à une Entité d'exécution pour examen. Les Entités d'exécution devront informer le Secrétariat, dans un délai de 30 jours suivant la réception d'une idée de projet préalablement à la communication de la FIP, de la manière dont elles entendent procéder.

27. Le Secrétariat communiquera au Conseil, à sa réunion de l'automne 2011, un document présentant de manière détaillée les résultats du suivi des projets, préalablement à la communication de la FIP, dans la base de données à mettre en place d'ici la fin de l'année en cours. Un Membre suggère que le Secrétariat crée un espace sur le site web où les pays placeront les idées de projets sur lesquelles les Entités d'exécution pourraient réagir.

28. Un document révisé est établi pour prendre en compte la demande de révision formulée par le Conseil.

Point 12 de l'ordre du jour Programme de travail

29. Les Membres approuvent le programme de travail et sont favorables à l'examen rigoureux entrepris par le Secrétariat du FEM lors de la préparation du premier programme de travail de FEM-5. Le FEM ayant une longue expérience en matière de préparation des projets, certains Membres s'étonnent de la diminution de la qualité des projets et demandent quelles mesures sont prises pour y remédier.

30. La DG apporte d'amples réponses aux préoccupations des Membres et précise que la composition du programme de travail de novembre a été également limitée par les ressources disponibles. La plupart des 37 projets examinés ont été renvoyés aux Entités d'exécution pour révision plus approfondie. Sept projets seulement ont été totalement rejetés.

31. La DG précise le processus pour le prochain programme de travail : le Secrétariat fera un rapport sur le nombre total de FIP qui lui auront été présentées ; le nombre total de FIP tout simplement rejetées ; et le nombre total de FIP renvoyées aux Entités d'exécution pour révision et à resoumettre dans un programme de travail futur. Le Secrétariat accepte de fournir des explications ou une comparaison, durant la réunion de printemps du Conseil, indiquant comment la qualité initiale des projets se sera améliorée entre le programme de travail de novembre 2010 et celui de mai 2011.

32. La DG précise qu'aucun nouveau critère n'a été appliqué à l'examen des projets inscrits au programme de travail qui est présenté. Toutefois, le Secrétariat a entrepris un processus d'examen plus approfondi pour s'assurer de la conformité des FIP recommandées pour inscription au programme de travail avec les politiques et les objectifs du FEM. Cette démarche faisait suite à la recommandation formulée lors des récentes réunions de reconstitution de mettre l'accent sur la qualité des projets.

33. Quelques Membres demandent plus de précisions dans l'interprétation des avantages comparatifs des Entités d'exécution. D'autres demandent des précisions sur ce que l'on considère comme projets de référence par rapport au principe du surcoût et au cofinancement. Un Membre rappelle à l'attention des participants le document du Conseil précédent sur les avantages comparatifs. La DG précise en outre qu'une Entité d'exécution doit montrer qu'elle intègre le programme de travail et les objectifs du FEM à ses propres objectifs internes de programmation.

34. Suite à plusieurs inquiétudes exprimées par les Membres qui ont le sentiment que leurs pays sont obligés de fournir des financements pour le Programme de microfinancements sur les ressources qui leur sont allouées dans le cadre du STAR, la DG indique qu'elle enverra une lettre à tous les points focaux techniques pour leur faire savoir que les pays ne sont nullement tenus d'allouer des ressources du STAR au Programme de microfinancements et qu'il s'agit là d'une décision que les pays prennent librement. Un Membre demande que le descriptif final du Programme de microfinancements soit communiqué au Conseil avant son approbation par la DG. La DG fait savoir qu'il en sera ainsi, conformément aux politiques régissant le cycle de projet du FEM.

35. Plusieurs pays font observer qu'ils subissent des pressions pour valider les projets proposés par les Entités d'exécution avant d'avoir mené à terme le PCPN. La DG répond qu'elle écrira à tous les points focaux du FEM au sujet de la mise en œuvre du programme de PCPN. Elle souligne par ailleurs que le PCPN est une initiative librement consentie, que son délai de mise en œuvre est très court (deux mois environ), et que sa conduite n'a absolument aucun impact sur l'aptitude du pays à avoir accès aux ressources du FEM.

36. De nombreux Membres notent que l'intégration de nouvelles Entités d'exécution au FEM, dans le cadre de l'initiative d'élargissement du réseau, permettrait une saine concurrence et la mobilisation d'un volume de cofinancements plus important.

Point 13 de l'ordre du jour Gestion à objectif de résultats et gestion des connaissances : plan de travail pour FEM-5

37. Plusieurs Membres se félicitent de la bonne direction dans laquelle le Secrétariat s'oriente. Quelques Membres relèvent que si la composante « résultats » du plan de travail comporte des mesures précises assorties de calendriers, tel n'est pas le cas de la composante « gestion des connaissances ». Le Secrétariat précise qu'un groupe de travail composé de représentants des Entités d'exécution, du STAP, du Bureau de l'évaluation et des OSC a été mis en place pour contribuer à une stratégie de gestion des connaissances qui sera présentée au Conseil au printemps 2011. Cette stratégie comportera un plan détaillé assorti d'un calendrier et des coûts associés.

38. Un Membre demande des précisions sur la manière dont le Mécanisme de gestion à objectif de résultats permet de mettre en place « un processus pour assurer la qualité des objectifs, des données de référence et des indicateurs de résultats, là où chaque étape de la chaîne de résultats peut facilement être définie et suivie » (par. 41, document GEF/R.5/32). Pour apporter des précisions exhaustives sur le processus, le Secrétariat présentera un document d'information à la réunion du Conseil du printemps 2011. Ce document réunira tous les éléments de la gestion à objectif de résultats.

Point 14 de l'ordre du jour Élargissement du réseau du FEM

39. Le Conseil soutient vivement l'élargissement du réseau du FEM. Tous les Membres sont favorables à l'idée d'accorder la priorité à l'accréditation des institutions nationales en qualité d'Entités d'exécution partenaires du FEM. Le Conseil décide d'accréditer de nouvelles entités, à titre expérimental, et il charge le Secrétariat de préparer un projet à lui présenter à sa réunion du printemps 2011 afin qu'il puisse commencer à éprouver les formules concluantes. Le Conseil approuve également les modalités d'accréditation proposées, avec quelques modifications, présentées dans le document GEF/C.39/8/Rev.2, intitulé *Modalités d'accréditation des Entités de projet du FEM*. Ce document révisé a été placé à nouveau sur le site web du FEM avec le document révisé GEF/C.39/7/Rev.2 intitulé *Élargissement du réseau du FEM : grandes orientations*.

40. Le Conseil demande que le projet du Secrétariat énonce des objectifs clairs en termes de couverture des pays, des régions et des différents types d'entités, ainsi que la méthode d'évaluation des résultats. Le Conseil demande que ce projet soit élaboré en consultation avec le sous-comité existant du Conseil et que les consultations démarrent le plus rapidement possible. Le projet doit également comporter un ensemble de Critères d'évaluation de la valeur ajoutée plus objectifs et transparents, que le Secrétariat devra établir également en consultation avec le sous-comité.

41. Un débat intervient sur les types d'entités que le FEM devrait accréditer, sur la question de savoir s'il faut plafonner le nombre d'entités, et sur la rapidité avec laquelle les nouvelles entités pourraient être accréditées. Quelques Membres recommandent instamment une approche prudente, tandis que quelques autres indiquent que la limitation artificielle du nombre d'entités à accréditer est irréalisable et injuste, et entraînerait une concurrence qui n'a pas lieu d'être.

42. Quelques Membres sont favorables à l'accréditation d'organismes de développement bilatéraux, tandis que d'autres s'y opposent. Plusieurs Membres expriment vivement un soutien en faveur de l'accréditation d'organisations régionales et autres entités qui seraient davantage en mesure de répondre aux besoins des pays qui ont été mal desservis jusque-là, tels que les petits États insulaires en développement.

43. Plusieurs Membres insistent sur la nécessité de maintenir les dix Entités d'exécution et les Entités de projet du FEM sur un pied d'égalité. La DG précise que « placer sur un pied d'égalité » signifie que les entités peuvent toutes autant avoir accès aux ressources, mais cela ne devrait pas empêcher le FEM de prendre en considération les caractéristiques particulières des différents types d'entités durant le processus d'accréditation.

44. Quelques Membres s'inquiètent de l'exigence faite aux entités candidates de verser des droits d'accréditation s'élevant à 25 000 dollars, ce qui limiterait considérablement le nombre d'entités qui feraient acte de candidature. La DG du FEM répond que les recommandations pratiques pour FEM-5 indiquent clairement que les candidats devront s'acquitter du coût de leur accréditation. Elle précise en outre que les principaux coûts seraient supportés par l'Administrateur du FEM.

45. Le Secrétariat accepte de communiquer au Conseil les notes ou le compte rendu des réunions du sous-comité. Le Secrétariat accepte, à la demande de quelques Membres, de prendre

en compte les aspects liés au genre dans le document sur les mesures de sauvegarde sociales et environnementales à présenter à la prochaine réunion du Conseil.

Point 15 de l'ordre du jour Allocations pour frais des Entités d'exécution et coûts de gestion des projets

46. Globalement, les Membres se félicitent du document présenté et saluent l'initiative prise par le Secrétariat pour essayer de régler cette question importante et les efforts qu'il déploie pour apporter plus de transparence dans les allocations pour frais versées aux Entités d'exécution et les coûts de gestion des projets. Les Membres constatent toutefois le manque de méthode normalisée de reddition des comptes permettant l'analyse et la comparaison des données pour déterminer si le niveau des allocations pour frais est suffisant pour couvrir les coûts effectivement encourus par les Entités d'exécution du FEM. Ils notent aussi le manque d'informations sur la manière dont les allocations pour frais sont utilisées par les Entités d'exécution.

47. Un Membre observe que le document n'examine pas la possibilité de réduire les allocations pour frais. La direction répond qu'actuellement rien ne justifie un ajustement, à la baisse ou à la hausse, du niveau des allocations pour frais.

48. Une référence est faite aux activités énumérées aux paragraphes 17(c)(i) et 17(e)(i) concernant la nécessité de tenir les points focaux techniques informés de la manière dont les Entités d'exécution utilisent les allocations pour frais. Cette pratique n'est pas la même pour toutes les Entités d'exécution qui ont des comptes à rendre.

49. Les Entités d'exécution acceptent toutes de tout faire pour collaborer à l'examen externe indépendant sur l'élaboration d'une matrice commune permettant de rendre compte afin d'accroître la transparence et d'améliorer la communication. Le Conseil se réjouit de cette volonté de collaboration des Entités d'exécution et fait savoir qu'il attend d'elles qu'elles fournissent les informations détaillées voulues relatives aux activités menées dans le cadre du FEM.

Point 16 de l'ordre du jour Renforcement du travail des OSC dans le cadre du réseau du FEM

50. Le Conseil accueille favorablement le document et souligne l'importance de la collaboration avec les OSC. Un Membre relève que la phrase du paragraphe 19 suivante : « Par conséquent à l'avenir, tous les Membres du Réseau dans un pays, de même que d'autres OSC pertinentes, seront invités à participer au processus de programmation des ressources du FEM », est trop prescriptive et ne tient pas compte des différents processus établis dans les pays pour consulter les représentants de la société civile.

51. Le Secrétariat du FEM convient de modifier le libellé du texte en conséquence et en conformité avec une déclaration d'un Membre selon laquelle le Conseil encourage la participation des OSC aux activités du FEM. Un document révisé est établi pour prendre en compte la demande de révision formulée par le Conseil.

Point 17 de l'ordre du jour Renforcement de la participation des instances de la Convention au réseau du FEM

52. Le Conseil a le sentiment que si cette question revêt une importance centrale pour le FEM, il serait utile d'offrir à ses Membres la possibilité de formuler par écrit des observations concernant le document, ce qui leur permettrait peut-être de suggérer d'autres moyens de renforcer les relations entre le FEM et les instances des Conventions.

53. Le Secrétariat accepte de présenter un document révisé à la réunion du Conseil du printemps 2011.

Point 18 de l'ordre du jour Questions diverses

54. Le Conseil décide que le Secrétariat lui communiquera, pour décision par courrier, d'ici le 1^{er} mars 2011, un projet établi en réponse à une demande du Japon de créer un fonds fiduciaire destiné à financer une phase pilote du mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages. Le Conseil décide en outre que le Secrétariat lui communiquera à sa réunion du printemps 2011 un document couvrant les questions de gouvernance et autres questions de fond liées à ce fonds fiduciaire, ainsi qu'un document énonçant les critères d'établissement de fonds fiduciaires au FEM, d'une manière générale.

55. À la demande de plusieurs Membres, le Secrétariat recevra des observations écrites des Membres au plus tard le 3 décembre 2010 sur les documents suivants qui ont été présentés à la réunion du Conseil de novembre 2010 à titre d'information :

- a) GEF/C.39/Inf.5 Guidelines for Reviewing and Updating the NIP under the Stockholm Convention on POPs;
- b) GEF/C.39/Inf.9 Strategy for Mercury Programming in the 5th Replenishment Period of the Global Environment Facility;
- c) GEF/C.39/Inf.10 Programming Approach for Utilization of Resources Set-aside outside the STAR; and
- d) GEF/C.39/Inf.11 Strategy on Sound Chemicals Management for the 5th Replenishment Period of the Global Environment Facility.

56. Le Secrétariat révisera ces documents et les communiquera au Conseil pour décision par courrier au plus tard le 31 décembre 2010.

57. Le Secrétariat indique qu'à partir de la quarantième réunion du Conseil en mai 2011, les copies imprimées des documents du Conseil ne seront plus fournies aux Membres. Dans le souci de promouvoir la durabilité, les Membres se chargeront d'imprimer les documents et de les relier.

CLÔTURE DE LA RÉUNION

58. Les présidents déclarent la réunion close le 18 novembre 2010.